

La N-VA, objet politique non identifié

Vincent de Coorebyter

Sur quelles recettes repose la stratégie de communication de la N-VA, qui expliquerait qu'elle flirte à nouveau avec les 40 % d'intentions de vote ? Il n'est pas sûr qu'il existe une réponse à cette question, car elle postule ce qu'il faudrait démontrer, à savoir que le succès de la N-VA est dû à un Grand Organisateur qui tire les ficelles en coulisses depuis sa fulgurante ascension en 2010. Il reste que la popularité de la N-VA interpelle, et mérite que l'on essaie de comprendre sur quoi elle repose. On se bornera à pointer ici un des aspects de sa stratégie, et qui explique, pour partie, la difficulté qu'éprouvent ses adversaires à lui répondre.

Pour répliquer à un parti, en effet, il faut que celui-ci défende une thèse qui puisse être soit démontrée, soit démontée. Or la N-VA évite l'épreuve de la démonstration : elle procède par petites touches, elle n'énonce de principes qu'à l'occasion d'événements précis, elle n'assume pas une vision d'ensemble mais des décisions ponctuelles.

Le reportage du *Soir* de ce lundi sur la nouvelle gestion de la ville d'Anvers est édifiant à cet égard. Comme c'est le cas depuis la montée en puissance de la N-VA aux élections de 2010, on voit clairement se dessiner l'arc de ses adversaires privilégiés à Anvers, qui sont les cibles habituelles d'un parti de droite décomplexée : les étrangers, les jeunes turbulents, les cas sociaux, le monde de la culture alternative... – tous ceux qui ne sont pas dans la norme. Mais, pour autant, les journalistes ont beaucoup de peine à faire déraiser les mandataires de la N-VA, qui justifient leurs décisions en évitant soigneusement d'en appeler à des valeurs ou à une vision politique globale.

La décision de faire passer le droit d'inscription dans la commune de 17 euros à 250 euros pour la plupart des étrangers ? Un simple alignement du tarif sur la réalité, argumente le collègue, puisque les frais administratifs par dossier sont de 330 euros en moyenne. Ce qui revient fort cher à la ville, suggère le bourgmestre, précisant qu'elle a traité 11 000 dossiers d'inscription d'étrangers en 2012... Chaque Anversoise a ainsi une idée, d'une part de ce que lui coûtent les étrangers dès le moment où ils viennent s'inscrire, d'autre part de l'afflux auquel fait face la métropole.

Le fait de lier l'accès à un logement social à la réussite d'un test de néerlandais ? Une mesure de bon sens, nécessaire pour pouvoir communiquer avec les locataires, et qui les encourage à apprendre la langue dont ils auront besoin pour s'intégrer.

Ce qui fait passer comme message subliminal que certains candidats ne veulent nullement s'intégrer, mais seulement profiter du système... Et ce qui permet, en rapprochant deux catégories de population, de ne s'attaquer ouvertement à aucune d'entre elles : la mesure ne vise ni les assistés sociaux, ni les étrangers, mais seulement ceux qui cumulent les deux caractéristiques, le postulat sous-jacent étant que c'est précisément ce cumul qui crée un sentiment d'abus.

La mesure annoncée touchant les sidéens sans papiers relève de la même logique : aider les sidéens, d'accord ; les sans papiers, pourquoi pas – mais ceux qui cumulent les deux situations... Bart De Wever a procédé de la même manière lorsqu'il a justifié son refus de voir des fonctionnaires anversoïis porter un T-shirt arc-en-ciel : par-delà un rappel du principe de neutralité exclusive (un fonctionnaire ne doit pas seulement être neutre, il doit traduire sa neutralité dans son apparence), son hypothèse d'un fonctionnaire musulman homosexuel qui voterait pour le Vlaams Belang déjouait les soupçons d'homophobie tout en flattant une certaine paranoïa – le message implicite étant qu'il faut s'attendre à tout de la part des minorités...

Une autre manière, pour la N-VA, de ne pas assumer ses cibles consiste à les attaquer dans des circonstances bien précises, qui permettront toujours de dire que c'est à un acte et non à ses auteurs qu'elle s'en prend. Le secteur culturel anversoïis a ainsi été qualifié d'« idiot » pour avoir proposé de débaptiser une place anversoïise en faisant disparaître le nom d'un des héros du *Lion des Flandres* : officiellement, c'est l'atteinte à la cause flamande qui est visée et pas les gauchistes de la culture. De même, Bart De Wever a liquidé le slogan du bourgmestre sortant, « Anvers est à tout e monde », à l'occasion d'émeutes à Borgerhout dirigées contre le film islamophobe *L'innocence des musulmans* : il ne visait évidemment pas les jeunes allochtones en général, mais seulement les fauteurs de trouble. Impossible de lui faire un procès en xénophobie sur cette base.

On retrouve une stratégie assez proche dans la manière dont la N-VA s'en prend aux institutions établies ou, plus précisément, aux institutions emblématiques de l'État belge. On a souvent souligné, à juste titre, que la N-VA ne peut pas être qualifiée de populiste pour la simple raison qu'elle ne tient ni un discours de dénonciation générale des élites, ni un discours d'exaltation du peuple flamand : son nationalisme est froid, plus gestionnaire que lyrique. Mais, ces dernières années, on a vu la N-VA s'attaquer successivement à la police fédérale, au travers du commissaire général (francophone) Fernand Koekelberg ; au palais royal, en ciblant plusieurs de ses membres et les privilèges dont ils bénéficient ; au gouvernement fédéral, dont le budget 2012, au vu de certains documents provisoires, n'intégrait pas la diminution annoncée du salaire des ministres ; aux médias, pas seulement francophones, accusés de diaboliser la N-VA ; à l'Office des étrangers, jugé trop laxiste ; à l'ACW, le mouvement ouvrier chrétien flamand, proche du CD&V, accusé par la N-VA de multiples délits dans la gestion de ses parts bénéficiaires dans Dexia et dans Belfius... Dans nombre de cas, la N-VA n'a pas le monopole des attaques menées, et celles-ci se fondent sur des informations glanées dans les médias ou dans des documents officiels. Mais, par la violence et par l'insistance de ses dénonciations,

la N-VA dessine à petites touches l'image d'un pays proche d'une république bananière, rongé par le cynisme et l'incurie de ses responsables au plus haut niveau.

Toujours dans le registre du discours oblique, clair dans les symboles mais muet dans l'explicitation des principes, on pointera les stratégies d'évitement de la N-VA dans les dossiers institutionnels. Depuis les élections fédérales de 2010, qui ont vu de nombreux électeurs hostiles à l'éclatement du pays voter pour elle, la N-VA n'affiche plus son séparatisme, expliquant simplement que l'évolution du pays et de l'Europe conduira, à long terme, à l'étiollement naturel de la Belgique. Quant au confédéralisme dont la N-VA se réclame à nouveau depuis quelques mois, elle n'en a toujours pas défini les contours, et il y a fort à parier qu'elle n'assumera pas le fait qu'un authentique confédéralisme, qui résulte d'un traité entre États souverains, suppose l'éclatement préalable de la Belgique en États indépendants : elle défendra un confédéralisme pragmatique, « à la belge », et renverra les juristes à leurs abstractions s'ils s'avisent de dénoncer le flou de ses projets.

Les élections qui viennent de se dérouler en Italie nous ont rappelé, avec la double figure de Silvio Berlusconi et de Beppe Grillo, de quoi sont capables des partis populistes et en quoi ils se distinguent de tous les partis classiques. Par ailleurs, ayant moi-même plaidé, dans différentes chroniques, pour que l'on ne qualifie pas à la légère de « populistes » des partis ou des leaders politiques qui sont en fait ultralibéraux ou de droite, je suis mal placé pour identifier la N-VA au populisme. Mais cela ne doit pas empêcher de constater qu'elle a inventé le populisme sans peuple, le séparatisme sans divorce, le confédéralisme sans États, la xénophobie sans étrangers..., et que sa stratégie de communication, qui s'attaque aux symboles et se tait sur les principes, constitue un défi redoutable pour ceux qui s'inquiètent de sa vision du monde.

Cet article a été publié dans : *Le Soir*, 27 février 2013, p. 13.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Vincent DE COOREBYTER, « La N-VA, objet politique non identifié », *Les analyses du CRISP en ligne*, 27 février 2013, www.crisp.be.